



Déclassifié (*)
AS/Soc (2011) PV 03 add
16 mai 2011
Fsocpv03add_2011

Commission des questions sociales, de la santé et de la famille

Procès-verbal

de la deuxième réunion des parlementaires de référence contre la violence sexuelle à l'égard des enfants tenue à Strasbourg le mercredi 13 avril 2011 de 14h à 15h

sur le thème de la lutte contre la « pornographie infantine sur internet »

La Présidente de la Commission des questions sociales, de la santé et de la famille, **Mme Maury Pasquier**, indique que cette 2^{ème} réunion marque le début d'une série de réunions thématiques du réseau concernant la lutte contre la violence sexuelle sur les enfants. Elle souhaite la bienvenue à la première parlementaire de référence désignée par une organisation internationale partenaire, Mme Henriette Martinez, qui représente l'Assemblée parlementaire de la Francophonie.

Avec 37 parlementaires de référence à ce jour, elle souligne l'implication croissante des parlements nationaux dans la campagne et se réjouit du bon début de campagne.

Elle met en exergue les bonnes pratiques qui ont vu le jour récemment dans le cadre de la campagne.

En particulier, elle relève l'engagement de Mme Sosa Govea, la parlementaire de référence du Mexique, qui a œuvré pour promouvoir la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Convention de Lanzarote). Tout d'abord, Mme Sosa Govea a soutenu la traduction en espagnol du Manuel à l'usage des parlementaires sur la Convention de Lanzarote. Le Manuel en espagnol sera prochainement téléchargeable sur le site internet. Ensuite, Mme Sosa Govea a présenté le Manuel le 6 avril dernier au cours d'un événement officiel au Sénat mexicain, en présence notamment du Président du Sénat. Le Sénat mexicain a créé un site¹ dédié à la campagne qui reprend le logo « UN sur CINQ » de la campagne et met en ligne le Manuel.

Sous les auspices de Mme Athina Kyriakidou, l'ONG *HFC "Hope for Children" UNCRC Policy Centre* a lancé la campagne UN sur CINQ à Chypre. La campagne a encouragé les Chypriotes à signer une pétition invitant à la ratification de la Convention de Lanzarote (qui a été signée par Chypre le 25 octobre 2007).

Selon les indications de Mme Elvira Kovács, le Parlement de Serbie a commencé une campagne au niveau national pour combattre la violence sexuelle à l'égard des enfants et pour mettre en œuvre la Convention de Lanzarote.

La Présidente invite ses collègues à s'inspirer de ces bons exemples et le cas échéant à en informer le secrétariat qui compilera ultérieurement les activités et bonnes pratiques nationales.

* Déclassifié par la commission le 19 mai 2011.

¹ http://www.senado.gob.mx/hoy/violencia_sexual_ninos/index.htm.

M. Conde Bajén, rapporteur de la commission sur la thématique, et parlementaire de référence pour l'Espagne, résume l'audition à Paris du 22 mars 2011 sur « Combattre la « pornographie enfantine » dans le cadre de la campagne contre la violence sexuelle à l'égard des enfants » et donne son premier point de vue sur la question.

Selon lui, derrière chaque image de « pornographie enfantine », il y a un enfant victime et au moins une personne qui a abusé de lui.

L'objectif de la commission n'est pas d'affirmer que tout est mauvais avec internet, mais de faire des propositions concrètes pour permettre aux gouvernements de lutter efficacement contre ce fléau. Il souhaite proposer un rapport équilibré en tenant compte du choix possible entre le « blocage » des sites proposant la « pornographie enfantine » et la suppression de ces sites.

La Présidente accueille M. John Carr que certains connaissent déjà car il a participé à la conférence de lancement de la Campagne UN sur CINQ du Conseil de l'Europe à Rome. Elle lui demande de partager son expertise en matière de lutte contre la « pornographie enfantine » sur internet. Ce sujet revêt une importance particulière dans nos sociétés aujourd'hui avec les risques que posent par exemple les réseaux sociaux sur internet. Elle exhorte ses collègues à combattre la « pornographie enfantine ».

M. Carr, expert de l'Initiative de Protection de l'Enfance en ligne de l'Union Internationale des Télécommunications et membre de l'ONG « *European Alliance for Child Safety Online* », montre la croissance et l'ampleur de la « pornographie enfantine » sur internet qui a facilité la circulation et augmenté le nombre d'images. Il cite l'exemple d'un Canadien qui a été arrêté au Mexique en possession de 4 millions de photographies de pédopornographie. Internet assure la pérennité des images. Cela représente en réalité des milliards de photos chargées puis téléchargées. A chaque fois qu'une image est visionnée, l'enfant est victimisé une fois de plus.

Tout le monde s'accordant à dire que ces images sont nocives et qu'il ne faut pas les laisser à leur place, la suppression à la source est de loin la meilleure solution. Cependant, dans la mesure où tous les pays ne donnent pas la priorité à la lutte contre ce phénomène, l'orateur revient au « blocage ». Le « blocage » dans l'attente de la suppression peut aider à lutter contre la « pornographie enfantine ».

Par exemple, au Royaume-Uni, British Telecom a été le premier à bloquer des images, avec 45 000 tentatives d'accès bloquées en 2009, ce qui représenterait la possibilité de bloquer 58 millions de tentatives par an au niveau mondial. **M. Carr** en déduit que le « blocage » peut fonctionner à grande échelle, pour un coût peu élevé.

Certains assimilent à tort le « blocage » à une atteinte à la liberté d'expression. Certes, des sites ont parfois été bloqués par erreur, mais le plus souvent, le « blocage » est pertinent et respecte les principes démocratiques et les valeurs fondamentales sur lesquels se fonde le Conseil de l'Europe. Une surveillance indépendante donnera des garanties à ceux qui craignent pour la liberté d'expression.

Les images proviennent principalement de pays situés en Amérique du Nord (42 %), en Europe - y compris la Russie - (41 %) et en Asie (17 %). L'Amérique du Sud et l'Australie étant quasiment épargnées. Il faut donc exiger des pays des continents cités ci-devant qu'ils consacrent plus d'argent pour effacer ces images. Les pays les plus concernés sont les Etats-Unis et la Russie.

En Grande-Bretagne, les images litigieuses peuvent être effacées dans un délai de 60 minutes. Cependant, bien que la police en ait été informée, il arrive fréquemment que de telles images soient encore disponibles sur le réseau pendant un mois ou plus.

M. Carr note que l'Union européenne discute d'un projet de directive relative à la lutte contre les abus sexuels, l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie qui contient un article concernant le « blocage » comme mesure obligatoire. Il souhaite que dans tout accord commercial avec un pays tiers, l'Union européenne exige l'introduction d'une clause visant à effacer les images pédopornographiques.

La Présidente déplore que beaucoup trop d'images restent trop longtemps sur internet mais se réjouit qu'il soit possible d'agir rapidement et efficacement contre.

Mme Martinez, parlementaire de référence de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, revient à l'origine du problème : le commerce abominable d'enfants, les images vendues par des familles ou des réseaux pédophiles, la vente des enfants. Ce qui gêne, c'est le vécu des enfants et ce qui leur a été fait, en

violation de leurs droits fondamentaux. Elle se positionne en faveur du « blocage » mais aussi de la lutte contre ce crime en remontant les filières et en punissant les criminels.

En tant qu'utilisateur fréquent de l'informatique, **M. Marquet** dénonce les images pornographiques qui surgissent à partir de la recherche d'un simple mot tel que « Mickey » sur internet. Il faut en conséquence éduquer les utilisateurs d'Internet et engager la responsabilité des fournisseurs d'accès. Il faut aussi faire attention aux phénomènes nouveaux tels que l'utilisation d'images violentes d'enfants entre eux sur internet.

M. Hancock relève que par exemple Google n'a aucune obligation de nettoyer ses serveurs alors qu'il en a les moyens financiers et techniques. Les fournisseurs d'accès autorisent ce phénomène qui leur rapporte des recettes financières. **M. Hancock** soutient le rapporteur pour que le rapport soit visible et ait un réel impact.

Mme Roseira estime que les parlementaires sont convaincus du problème mais demande ce qui empêche l'action alors que le « blocage » est possible techniquement et compatible avec la liberté d'expression. Le droit des enfants est primordial, tout comme le devoir des parents envers les enfants. Elle insiste sur le « blocage » et la nécessité de déterminer l'origine du crime. Il faut définir le rôle des opérateurs comme Google dans la poursuite des criminels.

M. Boswell fait le lien avec le crime organisé et la traite des êtres humains.

Mme Andersen retient la formulation « images d'abus sur des enfants » qui lui semble la plus pertinente. Les fournisseurs d'accès doivent être responsables de ce qui se trouve sur leur site. Le « blocage » lui paraît incontournable. Elle pose la question de la mise en place d'une unité de police internationale de type Interpol, à laquelle **M. Carr** répond positivement car des réseaux criminels internationaux y participent uniquement pour l'argent. Cette mesure pourrait pallier le laxisme de certains Etats.

M. Conde Bajén remercie l'expert et les participants. Il suggère d'inviter Mme Najat M'jid Maalla, Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la vente des enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants, en tant qu'oratrice de haut-niveau dans le débat sur son rapport prévu pour la partie de session d'octobre 2011.

La Présidente clôt la discussion.

Une photo du réseau est prise à l'issue de la réunion.

List of presence/*Liste de présence*

The names of the members and alternates present at the meeting appear in bold
Les noms des membres et de leurs suppléants présents à la réunion sont indiqués en gras

Chairperson/ Présidente :		
Mme Liliane MAURY PASQUIER	Switzerland / Suisse	M. Arthur LOEPFE
Vice-Chairpersons/ Vice-Président(e)s		
Ms Pernille FRAHM	Denmark / Danemark	Ms Pia CHRISTMAS-MØLLER
M. Bernard MARQUET	Monaco	Mme Sophie LAVAGNA
Mr Pieter OMTZIGT	Netherlands / Pays-Bas	Mrs Wassila HACHCHI
Members / Membres		Alternates / Remplaçants
Mme Lajla PERNASKA	Albania / Albanie	ZZ ...
Mme Maria Pilar RIBA FONT	Andorra / Andorre	M. Joan CARTES IVERN
Mr Armen MELIKYAN	Armenia / Arménie	Mr Gagik BAGHDASARYAN
Mr Karl DONABAUER	Austria / Autriche	Mr Franz Eduard KÜHNEL
Ms Christine MUTTONEN	Austria / Autriche	Ms Sonja ABLINGER
Mrs Sevinj FATALIYEVA	Azerbaijan / Azerbaïdjan	Ms Ganira PASHAYEVA
Mr Fazil MUSTAFA	Azerbaijan / Azerbaïdjan	Mr Aydin ABBASOV
Mme Cindy FRANSSSEN	Belgium / Belgique	M. Philippe MAHOUX
M. Stefaan VERCAMER	Belgium / Belgique	M. Dirk Van der MAELEN
ZZ...	Bosnia and Herzegovina / Bosnie-Herzégovine	ZZ...
Mr Desislav CHUKOLOV	Bulgaria / Bulgarie	ZZ...
Ms Dzhema GROZDANOVA	Bulgaria / Bulgarie	Mr Yanaki STOILOV
Ms Karmela CAPARIN	Croatia / Croatie	Mr Mirando MRSIĆ
M. Fidias SARIKAS	Cyprus / Chypre	Ms Athina KYRIAKIDOU
Mme Daniela FILIPIOVÁ	Czech Republic / République tchèque	Mr Rom KOSTŘICA
Ms Kateřina KONEČNÁ	Czech Republic / République tchèque	Mr Pavel LEBEDA
Mr Indrek SAAR	Estonia / Estonie	Mr Silver MEIKAR
Ms Sirpa ASKO-SELJAVAARA	Finland / Finlande	Ms Tuulikki UKKOLA
M. Roland BLUM	France	M. Laurent BÉTEILLE
Mme Claude GREFF	France	Mme Muriel MARLAND-MILITELLO
M. Denis JACQUAT	France	Mme Françoise HOSTALIER
Mme Marietta KARAMANLI	France	M. Jean-Paul LECOQ
Ms Magdalena ANIKASHVILI	Georgia / Géorgie	Mr Rati SAMKURASHVILI
Ms Viola von CRAMON-TAUBADEL	Germany / Allemagne	Mr Manuel SARRAZIN
Mr Andrej HUNKO	Germany / Allemagne	Mr Thomas NORD
Ms Marlene RUPPRECHT	Germany / Allemagne	Ms Doris BARNETT
Mr Bernd SIEBERT	Germany / Allemagne	Ms Gitta CONNEMANN
Mr Konstantinos AIVALIOTIS	Greece / Grèce	Ms Charoula KEFALIDOU
Mr Michail KATRINIS	Greece / Grèce	Ms Sophia GIANNAKA
Mr Péter HOPPÁL	Hungary / Hongrie	Mrs Melinda SZÉKYNÉ SZTRÉMI
Ms Virág KAUFER	Hungary / Hongrie	Mr Gábor HARANGOZÓ
Mr Birkir Jón JÓNSSON	Iceland / Islande	Ms Eygló HARÐARDÓTTIR
Mr Peter KELLY	Ireland / Irlande	Ms Maureen O'SULLIVAN
Mr Mario BARBI	Italy / Italie	Mr Paolo GIARETTA
Mr Roberto Mario Sergio COMMERCIO	Italy / Italie	M. Giacomo STUCCHI
Mr Oreste TOFANI	Italy / Italie	Mr Giuseppe CIARRAPICO

Mr Luca VOLONTÈ	Italy / Italie	Mr Vannino CHITI
Ms Ingrida CIRCENE	Latvia / Lettonie	M. Andris BĒRZIŅŠ
Ms Doris FROMMELT	Liechtenstein	Mr Leander SCHÄDLER
Ms Arūnė STIRBLYTĒ	Lithuania / Lituanie	Ms Birutė VĖSAITĒ
M. Marc SPAUTZ	Luxembourg	M. Jean HUSS
Mr Francis AGIUS	Malta / Malte	Ms Marie-Louise COLEIRO PRECA
Mr Valeriu GHILETCHI	Moldova	ZZ...
Mr Obrad GOJKOVIĆ	Montenegro/ Monténégro	Ms Snežana JONICA
Mrs Khadija ARIB	Netherlands / Pays-Bas	Mrs Tineke STRIK
Ms Karin ANDERSEN	Norway / Norvège	Ms Ingjerd SCHOU
Ms Bożenna BUKIEWICZ	Poland / Pologne	M. Zbigniew GIRZYŃSKI
Mr Mariusz KAMIŃSKI	Poland / Pologne	Mr Maciej ORZECHOWSKI
Ms Anna SOBECKA	Poland / Pologne	Mr Ryszard BENDER
Mme Cecília HONÓRIO	Portugal	ZZ ...
ZZ...	Portugal	ZZ...
Mr Cristian DAVID	Romania / Roumanie	Ms Ana Adriana SĂFTOIU
M. Cezar Florin PREDA	Romania / Roumanie	M. Iosif Veniamin BLAGA
Mr Mihai TUDOSE	Romania / Roumanie	Mr Florin IORDACHE
Mr Igor CHERNYSHENKO	Russian Federation / Fédération de Russie	Mr Valery PARFENOV
Mr Oleg LEBEDEV	Russian Federation / Fédération de Russie	Mr Nikolay FEDOROV
Mr Valery SELEZNEV	Russian Federation / Fédération de Russie	Ms Svetlana GORYACHEVA
Mr Vladimir ZHIDKIKH	Russian Federation / Fédération de Russie	Ms Tatiana VOLOZHINSKAYA
M. Marco GATTI	San Marino / Saint-Marin	M. Pier Marino MULARONI
Mr Miloš ALIGRUDIĆ	Serbia / Serbie	Ms Nataša VUČKOVIĆ
Ms Vjerica RADETA	Serbia / Serbie	Mr Mladen GRUJIĆ
Mr Stanislav FORT	Slovak Republic	Mr Štefan ZELNÍK
Mr Ljubo GERMIČ	Slovenia / Slovénie	ZZ...
Ms Meritxell BATET LAMAÑA	Spain / Espagne	Mr Jordi XUCLÀ I COSTA
Mme Rosa Delia BLANCO TERÁN	Spain / Espagne	Ms Concepción GUTIÉRREZ DEL CASTILLO
Mr Agustín CONDE BAJÉN	Spain / Espagne	Mme Blanca FERNÁNDEZ-CAPEL BAÑOS
Ms Carina OHLSSON	Sweden / Suède	Mr Morgan JOHANSSON
Mr Mikael OSCARSSON	Sweden / Suède	Ms Marietta de POURBAIX-LUNDIN
M. Felix MÜRI	Switzerland	Ms Doris STUMP
Mr Zoran PETRESKI	« The former Yugoslav Republic of Macedonia »	Ms Flora KADRIU
Mr Lokman AYVA	Turkey / Turquie	Mr Yüksel ÖZDEN
Mr Haluk KOÇ	Turkey / Turquie	Ms Birgen KELEŞ
Mr Mustafa ÜNAL	Turkey / Turquie	Mr Ali Riza ALBOYUN
Ms Olena BONDARENKO	Ukraine	Mr Yevgeniy SUSLOV
Ms Olha HERASYM'YUK	Ukraine	Ms Oksana BILOZIR
Mr Victor YANUKOVYCH	Ukraine	M. Ivan POPESCU
Ms Ann COFFEY	United Kingdom / Royaume-Uni	Lord Tim BOSWELL
Mr Jeffrey DONALDSON	United Kingdom / Royaume-Uni	Mr Michael CONNARTY
Mr Paul FLYNN	United Kingdom / Royaume-Uni	Mr Michael HANCOCK
Mr Sam GYIMAH	United Kingdom / Royaume-Uni	Ms Yasmin QURESHI

Contact Parliamentarians / *Parlementaires de référence*

Name	Country
Arenca Trashani	Albania / <i>Albanie</i>
Maria Pilar Riba Font	Andorra / <i>Andorre</i>
Gisela Wurm	Austria / <i>Autriche</i>
Sevinj Fataliyeva	Azerbaijan / <i>Azerbaïdjan</i>
Cindy Franssen	Belgium / <i>Belgique</i>
Dirk Van der Maelen	Belgium / <i>Belgique</i>
Desislav Chukolov	Bulgaria / <i>Bulgarie</i>
Karmela Caparin	Croatia / <i>Croatie</i>
Athina Kyriakidou	Cyprus / <i>Chypre</i>
Daniela Filipiová	Czech Republic
Mogens Jensen	Denmark
Tuulikki Ukkola	Finland
Chiora Taktakishvili	Georgia
Marlene Rupprecht	Germany
Michail Katrinis	Greece
Mörður Árnason	Iceland
Fiamma Nirenstein	Italy
Arūnė Stirblytė	Lithuania
Marc Spautz	Luxembourg
Francis Agius	Malta
Martha Leticia Sosa Govea	Mexico
Bernard Marquet	Monaco
Pieter Omtzigt	Netherlands
Karin S. Woldseth	Norway
Dariusz Lipiński	Poland
Maria de Belém Roseira	Portugal
Cezar Florin Preda	Romania
Sorin-Constantin Lazăr	Romania
Elvira Kovács	Serbia
Tatiana Rosová	Slovak Republic
Zmago Jelinčič Plemeniti	Slovenia
Agustín Conde Bajén	Spain
Carina Ohlsson	Sweden
Doris Fiala	Switzerland
Viktor Shemchuk	Ukraine
Michael Connarty	United Kingdom

Name**International Organisation****Henriette Martinez**Parliamentary Assembly of
Francophonie (APF)

Also present / *Egalement présent*

Ms / *Mme* OSBORNE, United Kingdom / *Royaume-uni*

Special Guests / *Invités spéciaux*

Mr / *M.* John CARR, Senior expert adviser to the International Telecommunication Union, Child Online Protection Initiative (United Kingdom) / *Conseiller-expert principal à l'Initiative de Protection de l'Enfance en ligne de l'Union Internationale des Télécommunications (Royaume Uni)*

Mr / *M.* Jean-Marie HEYDT, President of the Conference of INGOs of the Council of Europe / *Président de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe*

Delegation Secretaries / *Secrétaires de Délégation*

Ms / *Mme* KUCHARSKA-LESZCZYNSKA, Poland / *Pologne*

Ms / *Mme* LANGENHAECK, Belgium / *Belgique*

Ms / *Mme* MILHEIRIÇO, Portugal

Ms / *Mme* NURAHMADOVA, Azerbaijan / *Azerbaïdjan*

Ms / *Mme* ORTI, France

Ms / *Mme* ÖSTLUND, Sweden / *Suède*

Ms / *Mme* ŠUMSKIENĖ, Lithuania / *Lituanie*

Ms / *Mme* ŠKIBIN, Slovenia / *Slovénie*

Mr / *M.* TANASE, Romania / *Roumanie*

Permanent Representatives / *Représentants permanents*

Ms / *Mme* DJAMIĆ, Croatia / *Croatie*

Ms / *Mme* MARIN, Romania / *Roumanie*

Mr / *M.* MINTAS, Croatia / *Croatie*

Ms / *Mme* PAZUMKOVA, Ukraine

Ms / *Mme* RUDYK, Ukraine

Observer / *Observateur*

Ms / *Mme* LÓPEZ, Mexico / *Mexique*

Non Governmental Organisations (NGO) / *Organisations non-gouvernementales (ONG)*

Ms / *Mme* DONADIO, International Planned Parenthood Federation / *Fédération internationale pour le planning familial*

Mr / *M.* FIELDSEND, CARE for Europe / *CARE pour l'Europe*

Council of Europe / *Conseil de l'Europe*

Mr / *M.* HIBBARD, Directorate General of Human Rights and Legal Affairs / *Direction générale des droits de l'Homme et des affaires juridiques*

Ms / *Mme* HUNTING, Congress of Local and Regional Authorities / *Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux*

Ms / *Mme* JENSDOTTIR, Head of Children's Rights Division / *Chef de la division des politiques des droits de l'enfant*

Ms / *Mme* LEVAMO, Children's Rights Division / *Dvision des politiques des droits de l'enfant*

Ms / *Mme* MANUZZI, Children's Rights Division / *Dvision des politiques des droits de l'enfant*

Ms / *Mme* SAMOKHINA, Children's Rights Division / *Dvision des politiques des droits de l'enfant*

Secretariat of the Assembly / *Secrétariat de l'Assemblée*

Ms / *Mme* BARGELLINI, Communication Division / *Division de la Communication*

Mr / *M.* LODDO, Committee on Equal Opportunities for Women and Men / *Commission sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes*

Social, Health and Family Affairs Committee / Commission des questions sociales, de la santé et de la famille

Ms / Mme KLEINSORGE, Head of the Secretariat / *Chef du Secrétariat*

Ms / Mme LAMBRECHT-FEIGL, Secretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*

Ms / Mme GARABAGIU, Secretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*

Ms / Mme DEVAUX, Project Manager "Parliaments united in combating sexual violence against children" / *Chargée de Projet « Les parlements unis pour combattre la violence sexuelle à l'égard des enfants »*

Ms / Mme BARTHEL, Principal Assistant / *Assistante principale*

Ms / Mme STEMP, Assistant / *Assistante*